

# CLÉMENTINE AUTAIN

DÉPUTÉE DE SEVRAN - TREMBLAY - VILLEPINTE

JOURNAL N°3 - OCTOBRE 2018

## SEINE-SAINT-DENIS, LE DROIT À L'ÉGALITÉ!

### GRANDE MOBILISATION POUR NOTRE DÉPARTEMENT

Un rapport parlementaire a récemment fait le constat de la défaillance structurelle de l'État dans notre département. Il met en lumière un **scandale républicain** : indépendamment des difficultés sociales rencontrées par les habitants de la Seine-Saint-Denis, **l'État déploie moins de moyens** dans ses missions régaliennes – éducation, justice, police – pour le 93 que pour les autres départements. C'est inacceptable. Ce rapport ne doit pas finir sur une étagère à prendre la poussière. Nous devons agir.

C'est pourquoi j'ai proposé que se tiennent, à l'appel des parlementaires de tous bords, des assises dans notre département afin de faire entendre notre voix commune, au-delà des clivages partisans, et notre exigence d'un plan de rattrapage. Le 5 octobre dernier, **ce sont près de 250 élus du département, députés ou maires, conseillers municipaux ou départementaux, ainsi que des représentants des syndicats, du monde de la justice ou de l'éducation, qui ont répondu présents** à la bourse de travail de Bobigny pour une journée de mobilisation inédite.

Cette première initiative fut une réussite. Elle en appelle d'autres. Notre département est injustement meurtri par le **manque de moyens humains et matériels** qui fragilise au quotidien nos services publics et brise l'égalité avec les autres territoires.

Au-delà de l'implication des élus, ma conviction est que les citoyens, les associations, tous les acteurs du département doivent joindre leurs forces pour mener cette bataille vis-à-vis de l'État.

Clémentine AUTAIN,  
Députée de Sevrans - Tremblay - Villepinte



PAGE FACEBOOK [ClémentineAutain](#) 

PERMANENCE PARLEMENTAIRE 14 place de la Gare 93420 Villepinte  
de 16h00 à 18h00 les lundis et sur rendez-vous les vendredis  
[clementineautain93@gmail.com](mailto:clementineautain93@gmail.com) - 01.41.51.10.50

TOUT NOUVEAU  
[www.clementine-autain.fr](http://www.clementine-autain.fr)



# À QUI PROFITENT LES CHOIX BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT ?

L'année 2019 sera encore une fois placée sous le signe des coupes sombres dans tous les budgets publics. Le président Macron n'a qu'un seul objectif : rentrer dans les clous de l'austérité imposée par Bruxelles. Selon un récent rapport d'Oxfam, les revenus des 10% les plus riches augmenteront de 1193€ par an, quand ceux des 10% les plus pauvres se verront amputés de 337€.

## LES RETRAITÉS ENCORE MIS À CONTRIBUTION

Après la hausse de la CSG de 25% en 2018, les retraités seront à nouveau les grands perdants de la politique d'Emmanuel Macron avec une réévaluation extrêmement faible des pensions de retraites. Le coût de la vie continuant d'augmenter, les retraités verront leur pouvoir d'achat encore diminuer. Pour les plus en difficultés, qui n'étaient déjà pas ou peu soumis à la taxe d'habitation, cette baisse des revenus se fera sans la moindre contrepartie positive.

## L'ÉDUCATION MALMENÉE

Alors qu'il manque déjà cruellement de professeurs remplaçants et que 25.000 élèves supplémentaires entrent dans l'enseignement secondaire, le gouvernement vient d'annoncer la suppression de 2600 postes pour l'an prochain. Les classes sont pourtant déjà surchargées, et la place manque ! Sur Villepinte, une dizaine de lycéens redoublants n'avaient toujours pas d'affectation près d'un mois après la rentrée scolaire. Une situation inacceptable, car l'éducation pour toutes et tous occupe une place centrale dans le combat contre les inégalités.

## MACRON TUE LE SERVICE DE SANTÉ PUBLIQUE AU PROFIT DES SOINS DU SECTEUR PRIVÉ

Le budget de l'assurance maladie sera amputé de 4,2 milliards d'euros en 2019 : un record jamais égalé qui touchera l'ensemble du service de santé publique, alors même que la demande augmente partout et dans tous les domaines. Dans les territoires déjà sous-dotés en offre de soins, l'annonce est un choc pour les patients qui attendent parfois des mois pour rencontrer des spécialistes. Pour les personnels soignants, comme à l'Hôpital Ballanger, c'est un coup dur supplémentaire après la coupe de 1,2 milliard d'euros dans le budget de l'année 2018.

-2,8  
MILLIARDS

sur le budget des collectivités territoriales en 2019, qui devront faire toujours plus avec toujours moins de moyens.

20%

des associations sportives pourraient disparaître suite à la suppression de 144000 emplois aidés en 2018.

## INVESTISSONS ET PARTAGEONS !

D'autres choix budgétaires sont possibles. Je continuerai à m'opposer à cette politique au service des plus riches qui donne des milliards aux grandes entreprises par le biais du CICE ou de la flat tax, en prenant dans la poche des plus en difficultés. Je défends inlassablement à l'Assemblée nationale le partage des richesses et l'égalité entre les citoyens et entre les territoires. Le groupe dans lequel je siégerai à l'Assemblée a d'ailleurs proposé un contre budget montrant la crédibilité d'une alternative à l'austérité.

## CLIMAT : L'URGENCE À AGIR

Depuis le 1er août, nous vivons à crédit et avons utilisé l'ensemble des ressources naturelles que la planète avait à nous offrir sur cette année. Les alertes de la communauté scientifique, la publication récente du rapport du GIEC, la démission du ministre Nicolas Hulot nous obligent à agir pour remettre profondément en cause notre modèle de développement. Je défends pied à pied cette ambition écologique à l'Assemblée nationale.

## À QUAND DE VRAIS ENGAGEMENTS POUR LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE ?



Avant sa démission fortuite, l'ex-ministre de l'Intérieur Gérard Collomb s'est rendu à Sevrans et Aulnay. Je lui ai rappelé les inégalités flagrantes en termes de tranquillité publique en Seine-Saint-Denis. Depuis 2010, près de 700 effectifs de police manquent dans notre département. Ce ne sont pas les 25 nouveaux postes prévus par la police du quotidien qui permettront une réponse à la hauteur de l'enjeu. Sevrans, ville de 50.000 habitants, ne dispose toujours pas d'un commissariat de plein exercice ! La mutualisation des services d'accueil des commissariats d'Aulnay et de Sevrans a même conduit à la fermeture des commissariats les week-ends et les jours fériés, alors que la ville est classée en zone de sécurité prioritaire... À Sevrans comme à l'Assemblée nationale, je continuerai de défendre l'ouverture d'un commissariat de plein exercice pour les habitants.

## CONTRE LA PRIVATISATION D'AÉROPORTS DE PARIS

J'ai interrogé le Premier ministre à l'Assemblée nationale sur les dangers de la politique industrielle menée par Emmanuel Macron. Récemment, le groupe Alstom annonçait le versement de jolis dividendes à ses actionnaires. Pendant ce temps-là, la société américaine General Electric, qui signait il y a quatre ans l'accord de reprise d'une partie des activités d'Alstom, fait face à de graves problèmes financiers qui pourraient se solder par la fermeture de sites historiques en France et la suppression de nombreux emplois. La logique du gouvernement est simple : déposséder toujours plus l'Etat, laisser faire le privé, et espérer que la richesse soit créée à partir de rien. La même logique est appliquée aujourd'hui pour privatiser Aéroports de Paris. Pour satisfaire les actionnaires du privé, le gouvernement vend à la découpe une entreprise qui dégage des bénéfices. Des outils industriels nécessaires pour mener la transition énergétique sont bradés et l'une des principales frontières de la France sera gérée par une entreprise étrangère. Tout cela au prix d'une régression des conditions de travail pour les salariés.



Clémentine Autain à l'Assotillante à Villepinte avec les bénévoles des associations, septembre.



À la Fête des associations de Tremblay-en-France, la députée présente au discours de la municipalité, septembre.



Clémentine Autain, Éva Darlan, à l'appel lancé par Muriel Robin, le 6 octobre.

## DES MILLIERS DE FEMMES RÉPONDENT À L'APPEL LANCÉ PAR MURIEL ROBIN

Les violences faites aux femmes ne seront jamais une fatalité et nous devons, toutes et tous, porter une voix forte en solidarité avec les victimes. Je me félicite que le gouvernement ait accepté l'une de nos propositions, pour attribuer un logement d'urgence aux femmes victimes de violences sexuelles. Mais il faut aller beaucoup plus loin, et exiger du gouvernement des mesures à la hauteur de la vague de libération de la parole : une vraie loi cadre accompagnée de financements et une obligation de formation pour les agents de police. Une femme est tuée tous les trois jours par son conjoint ou ex-conjoint : sur ce sujet en particulier, la cécité politique est criminelle. L'impunité doit cesser. Prochain rendez-vous le 24 novembre.